



## « Lever les clichés » sur le monde de l'élevage



Luc Mounier, docteur vétérinaire, appelle à accentuer la mise en place de formations pour tous sur le bien-être animal, afin de tendre vers des conditions matérielles et des pratiques d'élevage toujours plus adaptées aux animaux de rente. © Gutner

Les professionnels de l'élevage doivent s'unir, se donner les moyens de mettre en avant leurs pratiques et leurs efforts en faveur du bien-être animal, et les faire connaître aux consommateurs, qui ont souvent une vision « erronée » de l'élevage français. Tel est le message délivré par La [Coopération Agricole](#) le 7 octobre 2020, à l'occasion de son rendez-vous annuel sur le bien-être animal.

Lors d'une conférence en ligne autour du **bien-être animal** organisée par **La Coopération Agricole** pour la septième année consécutive, des experts de tous horizons sont intervenus tour à tour pour tenter de décrypter la relation très « ambiguë » qui s'est installée entre éleveurs et consommateurs.

Devant la montée en puissance des **mouvements abolitionnistes**, l'élevage est souvent placé sur le banc des accusés. D'où la nécessité de « communiquer sur la qualité et la sécurité sanitaire de notre alimentation pour dissiper les craintes des **consommateurs** », appuie La [Coopération Agricole](#).

« Expliquer le métier d'élevage et toute sa complexité »

Antoine Thibault, **producteur laitier** en Normandie, suivi par plus de 20 000 abonnés sur sa chaîne **YouTube** et son compte **Twitter**, constate à travers son expérience sur les réseaux qu'il y a une « réelle

[Visualiser l'article](#)

méconnaissance du monde de l'élevage, explique-t-il. Je tente de lever le voile sur les clichés et j'explique que j'ai tout intérêt à favoriser le bien-être animal au sein de mon élevage pour avoir une activité rentable. »

« On ne peut pas évoquer le bien-être animal sans parler des éleveurs, qui côtoient au quotidien leurs bêtes, renchérit **Luc Mounier**, docteur vétérinaire et représentant des écoles vétérinaires au **Centre national de référence pour le bien-être animal** (CNR BEA). Des progrès restent encore à faire mais contribuer au bien-être de ses animaux constitue toujours un pari gagnant pour les éleveurs. Cela sous-entend des animaux qui produisent plus, en meilleure santé et qui valorisent davantage les ressources alimentaires. »

Combattre les mensonges diffusés par les « extrémistes »

Si les consommateurs ont une vision parfois éloignée de la réalité de l'élevage, c'est parce qu'il est souvent « rendu responsable de tous les maux », constate **Bernard Vallat**, inspecteur général de santé publique. « Certains groupuscules urbains avancent des données très contestables voire totalement fausses, explique-t-il. Sans aucun fondement scientifique, les idéologies diffusées par les groupes extrémistes **anti-élevage** sont relayés en masse par les **médias**, relativement contaminés par cette propagande très subtile. »

Le spécialiste, qui a rédigé une tribune dans le journal l'Opinion rappelant que l'élevage n'est pas responsable du Covid-19, appelle les organisations agricoles à s'unir pour mieux communiquer. « Nous devons avoir les moyens au moins équivalents à nos adversaires anti-élevage pour contrer les accusations environnementales, nutritionnelles ou encore sanitaires », indique-t-il.

*A lire aussi* : « Il est urgent d'intégrer le concept "une seule santé" » (20/05/2020)

Les exigences des consommateurs s'affirment

Anti-élevage ou non, les attentes des citoyens sur leurs modes de consommation évoluent à toute vitesse. Inquiets vis-à-vis du **réchauffement climatique** et de la perte de **biodiversité**, « 60 % des français déclarent qu'il est urgent d'agir », rapporte **Laure Blondel**, directrice Conseil chez GreenFlex.

À partir d'une étude barométrique réalisée en partenariat avec l'Ademe en mai 2019 puis en avril 2020, elle tente d'apporter un éclairage sur les attentes spécifiques des français envers l' **alimentation**. « Les préoccupations quant à l' **urgence écologique** se sont amplifiées depuis la **crise du Covid-19**, appuie-t-elle. 84 % des Français [dans un sondage de 2 000 répondants] déclarent que l'alimentation est le premier poste dans lequel ils essaient d'adopter un comportement responsable. » La notion de « local » est également une demande forte.

« Seulement le facteur du **prix** reste déterminant », observe **Gérard Cladière**, le président du groupe viande de la **Fédération du commerce et de la distribution**. Alors que « 54 % des Français déclarent finir leur fin de mois avec un compte en banque en négatif », des arbitrages sont forcément à faire face à la pression

[Visualiser l'article](#)

économique. « Une **montée en gamme** doit nécessairement être accompagnée d'une segmentation des rayons et d'une meilleure visibilité auprès des consommateurs », complète-t-il.

Bien que les attentes des consommateurs en termes de bien-être animal soient grandissantes, Antoine Thibault appelle également à « ne pas oublier le raisonnement économique ». Faisant allusion au **Référendum pour les animaux**, il estime que l'« on ne peut pas nous imposer des modifications drastiques de nos pratiques d'élevage si nous n'avons aucune garantie de rentabilité derrière ».

« Ce RIP ne s'inscrit pas dans une démarche constructive, il ne contribue ni à une amélioration des pratiques, ni à une amélioration des modes de consommation. Les propositions manquent de clarté : aucune définition n'est donnée à l'élevage intensif par exemple, rebondit Luc Mounier. De plus, les dispositions ne sont à aucun moment contrebalancées par une baisse des importations françaises. »

*À lire aussi* : Anti-élevage, éviter que ça ripe (09/10/2020)

Lucie Pouchard

Partager Envoyer par mail